

## Tunisie, Egypte, Kirghizistan : le modèle géorgien que l'on s'arrache

Huit années ont passé depuis la révolution des Roses et voilà la Géorgie qui monte sur le podium des réformistes remarquables par la Banque mondiale. Son modèle de réforme, qui relève de l'électrochoc tant par sa rapidité que dans ses modalités, va même jusqu'à susciter l'intérêt des nouvelles élites égyptiennes et tunisiennes.

Isolée dans l'espace post-soviétique depuis la guerre d'août 2008, la Géorgie devenue modèle est sujet à débat en Ukraine, au Kirghizistan, au Kazakhstan et même en Russie. Une revanche idéologique sur ce système russo-soviétique que le leadership géorgien s'emploie régulièrement à associer au « mal ».

Parvenus à briser la spirale de la corruption, Mikheïl Saakachvili et son équipe ont « nettoyé au Kärcher » la petite république caucasienne. Rompant avec l'héritage soviétique, ils ont fait le pari de l'Ouest. Une expérience inédite encore en devenir, mais qui déjà suscite admiration... et interrogations.

Tout commence, fin 2003, par la révolution des Roses, au cours de laquelle un engouement populaire massif vient appuyer le nouveau gouvernement emmené par Mikheïl Saakachvili. Edouard Chevardnadzé, ministre des Affaires étrangères d'URSS de 1985 à 1990 et président géorgien depuis 1992, accepte alors de passer le témoin. Le mouvement est galvanisé par une idée unique : l'éradication de la corruption.

Les attentes sont fortes après l'épisode révolutionnaire et se doivent d'être satisfaites rapidement. L'exécutif décide de lancer une série de réformes violentes, sévissant contre les agents corrupteurs, hauts fonctionnaires et politiques, le tout diffusé à la télévision tel un show de télé-réalité. Le message est clair: la corruption n'est plus tolérée, la loi s'impose à tous.

La réforme de la police de la route (juillet 2004) est souvent citée en exemple. Elle était l'organe le plus corrompu, ou tout au moins, le plus « visiblement » corrompu de l'appareil d'Etat. Elle allait donc devenir la cible numéro un. A la veille du coup d'éclat, la tension est à son comble. Elene Khoshtaria, qui travailla sur cette réforme, raconte : « *La veille au soir, on envisageait encore un soulèvement massif. 16.000 policiers renvoyés en une nuit, on pouvait craindre le pire. Une rébellion voire une guerre civile.* »

Il n'en sera rien. Amnistie et avance salariale de deux mois participent à la résignation des policiers. La formation de jeunes officiers aux salaires élevés, la mise en place d'inspecteurs des polices, le paiement électronique centralisé des amendes concourent, entre autres, au succès de la réforme. Une enquête menée en 2010 au sein de la population par l'International Republican Institute en témoigne. L'appréciation positive du travail mené par la police de la route atteint les 84%... contre à peine 10% en 2003. Un miracle, en un record de temps.

Les mesures prises simultanément pour la réforme de l'Etat et dans le domaine économique permettent de donner rapidement à la Géorgie une assise financière. Les recettes fiscales assurent la pérennité du train des réformes qui, par son efficacité, contente la population. Au moins en partie.

Ce qui était jusqu'alors décrit comme un « héritage culturel » fait de criminalité, de banditisme, de vol et de corruption, vit ses dernières heures. L'expérience géorgienne prouve – c'est l'objet du rapport de la Banque mondiale – qu'il n'y a pas de déterminisme culturel pour expliquer l'ancrage de la corruption. Un pays peut s'en débarrasser, si tant est que la volonté politique est réelle.

**Le rapport de la Banque mondiale est dans notre base « Ressources documentaires », rubrique Institutions et Organisations internationales, Banque mondiale, rapports.**

*Source : Slate, 28/05/2012*